

PR3 : Recherche par sondage en ligne

# RAPPORT FINAL

# Introduction

Integration, Counselling and Upskilling of Migrants and Refugees from Latin America and the Caribbean into the Labour Market, également connu sous le nom d'IntelACMarket, est un projet cofinancé par l'Union européenne dans le cadre du programme Erasmus+. Son principal objectif est d'aider les personnes d'origine latino-américaine et caribéenne arrivant en Europe à s'intégrer dans le marché du travail européen, grâce au développement de compétences non techniques.

L'inclusion des migrants dans le marché du travail est cruciale pour leur intégration effective et contribue aux économies des États membres. Le projet vise à relever le défi de l'intégration des migrants et des réfugiés d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) sur le marché du travail européen en réunissant des partenaires expérimentés et des universitaires et en promouvant un réseau de coopération à partir des pays qui sont parmi les plus touchés. Pour ce faire, le projet vise à développer et à piloter des formations éducatives basées sur la recherche, ainsi que des services d'orientation et de conseil pour les réfugiés et les migrants des pays d'ALC afin de développer leur potentiel pour devenir des membres actifs et productifs de la société.



# Recherche par sondage en ligne

L'un des résultats d'IntelLACMarket est une enquête destinée à son groupe cible, à savoir les personnes d'Amérique latine et des Caraïbes vivant sur le continent européen, dans le but d'obtenir des informations directes sur les défis, les opportunités et les obstacles auxquels elles peuvent être confrontées, ainsi que sur leur situation actuelle en matière d'emploi et d'éducation.

L'objectif de ce projet est d'obtenir des informations directement auprès des groupes cibles, en plaçant leurs opinions, leurs réflexions et leurs besoins au centre de l'étude et tout au long du développement du projet.

Bien que le questionnaire soit destiné à tous les migrants et réfugiés de l'ALC en Europe, le consortium s'est principalement concentré sur les pays dont sont originaires les différents partenaires (Espagne, Autriche, Belgique et Italie), avec un accent particulier sur le pays ibérique en tant que principale destination du public cible de l'enquête. Le questionnaire, composé d'un total de 74 questions, est disponible en cinq langues (anglais, espagnol, allemand, français et italien). Les données présentées dans ce rapport ont été collectées entre avril et juillet 2023, recueillant un total de 435 réponses, bien qu'il ne s'agisse pas du nombre total de réponses pour chaque question. Le questionnaire est disponible ici.

<https://ec.europa.eu/eusurvey/runner/eb3f543e-ce79-1948-a2f8-6bcf457c8b18>

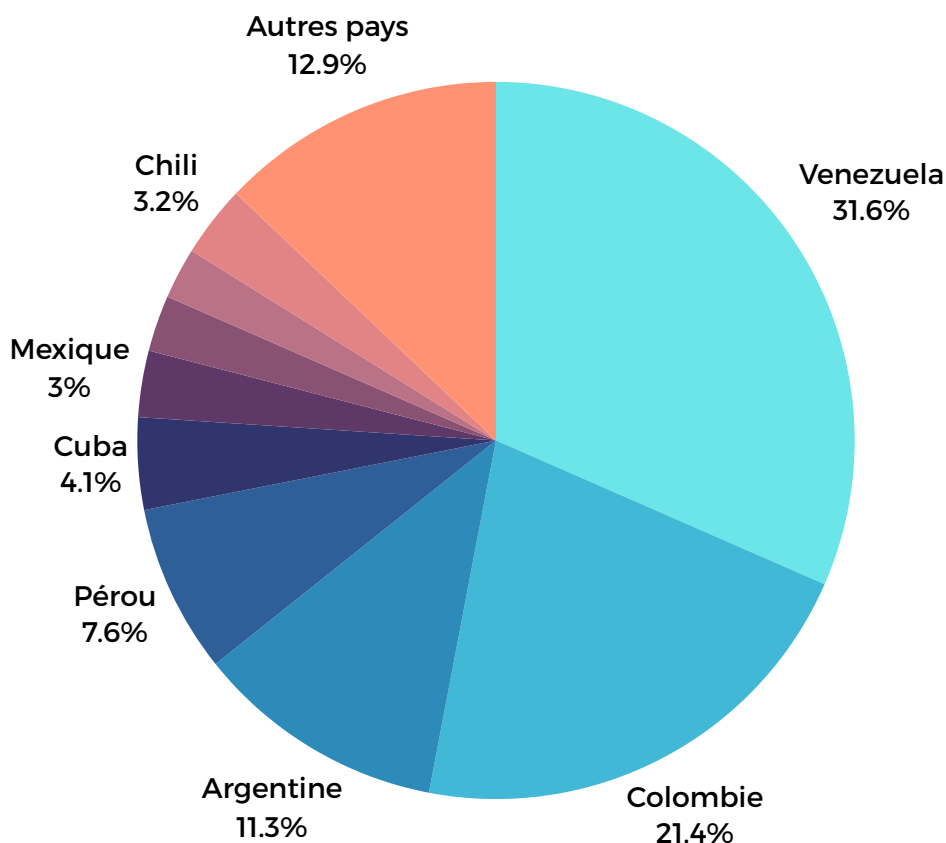


# DONNÉES SOCIODÉMOGRAPHIQUES

Comme mentionné ci-dessus, bien que l'enquête ait été distribuée entre les différents pays membres du projet, le consortium s'est concentré sur l'Espagne en tant que principale voie d'entrée en Europe pour les migrants et les réfugiés de l'ALC, ainsi que leur principale destination. Il n'est donc pas surprenant que près des trois quarts des réponses aient été envoyées par des résidents espagnols (320 sur 435), tandis que l'Autriche en a recueilli 13 %, la Belgique 8 % et l'Italie 4 %.

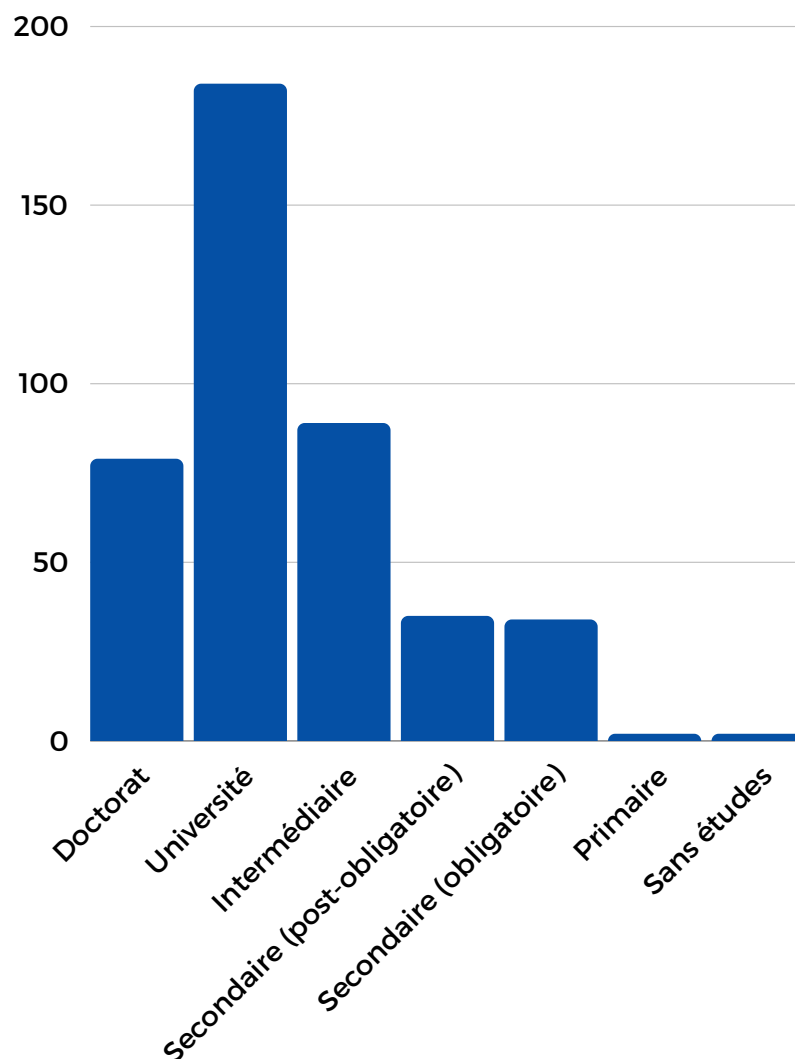
En termes de pays d'origine, le Venezuela est devenu le principal pays exportateur pour ces répondants (31,6 % du total), ce qui est conforme aux statistiques officielles des pays européens, qui montrent une forte tendance à la hausse du nombre de Vénézuéliens arrivant sur le continent au cours des dernières années.

Les Colombiens (21,6 %) et les Argentins (11,3 %) représentent également un grand nombre des réponses obtenues, suivis par les Péruviens (7,6 %), les Cubains (4,1 %) et les Chiliens (3,2 %). D'autres pays ont également participé au questionnaire : le Mexique, le Nicaragua, la République dominicaine, l'Équateur, le Costa Rica, le Paraguay, le Salvador, le Guatemala, la Bolivie, le Honduras, le Brésil, Haïti et l'Uruguay.



Pour commencer à comprendre le profil des personnes interrogées, il convient de noter l'important biais de genre, avec plus de deux tiers des réponses provenant de femmes (69,6%), les hommes ne représentant qu'un maigre 30,4%. Ceci est peut-être dû au fait que les femmes sont plus en contact ou plus impliquées dans les différentes associations et entités que le consortium a contactées pour réaliser le questionnaire, reflétant une tendance qui fait partie de la féminisation de la migration latino-américaine, un phénomène qui a pris de l'importance au cours des dernières décennies.

Lorsqu'on les interroge sur leur âge, l'éventail des réponses s'étend jusqu'au groupe des octogénaires, bien que l'âge moyen des personnes interrogées soit de 41 ans. D'autre part, la tranche d'âge la plus répétée est celle des 25-34 ans (30,3 %), suivie de près par la dernière décennie, celle des 35-44 ans (28,6 %). Le niveau d'éducation des personnes interrogées est remarquablement élevé : 43,3 % d'entre elles ont suivi des études universitaires, et 18,5 % sont allées plus loin en obtenant un doctorat, ce qui est nettement supérieur à la moyenne nationale dans les pays d'accueil. D'autre part, 21 % ont opté pour une formation professionnelle ou intermédiaire, et 8,2 % ont poursuivi leurs études dans l'enseignement secondaire post-obligatoire. Seuls 8 % ont arrêté leurs études après avoir terminé l'enseignement obligatoire, et le pourcentage de personnes n'ayant pas atteint ce niveau d'études est inférieur à 1 %.



Logiquement, la grande majorité a obtenu son diplôme dans son pays d'origine (72,2%), tandis que près d'un quart (24,9%) l'a obtenu dans son pays d'accueil actuel. Le reste des participants a obtenu son diplôme dans un pays tiers, qu'il s'agisse d'un pays de l'UE ou non.

Le problème des accréditations est un obstacle majeur pour les migrants arrivant des pays de l'ALC en Europe, comme le montre le fait que 56% d'entre eux n'ont pas pu faire accréditer leurs qualifications, ce qui les empêche de postuler à des emplois pour lesquels ils sont qualifiés, contrairement aux 26% qui ont pu le faire. Une personne interrogée sur six est encore en train de régulariser ses études dans le pays d'accueil.

Enfin, il n'y a pas de surprise en ce qui concerne l'état civil, puisque la grande majorité se déclare célibataire (47,9%) ou mariée (42%) ; seuls 8,9% des répondants se déclarent divorcés, tandis que le nombre de veufs est négligeable (5 réponses).

Le plus souvent, les migrants vivent avec leur partenaire, soit sans enfants (36,3%), soit avec eux (25%) ; dans quelques cas (4%), le partenaire vit même avec d'autres adultes dans le même logement. Les migrants qui ne vivent pas avec leur partenaire choisissent de vivre avec d'autres adultes ou de manière indépendante (17% dans les deux cas). D'autre part, 46% des personnes reconnaissent vivre avec des personnes à charge, qui sont généralement des mineurs dans deux cas sur trois.

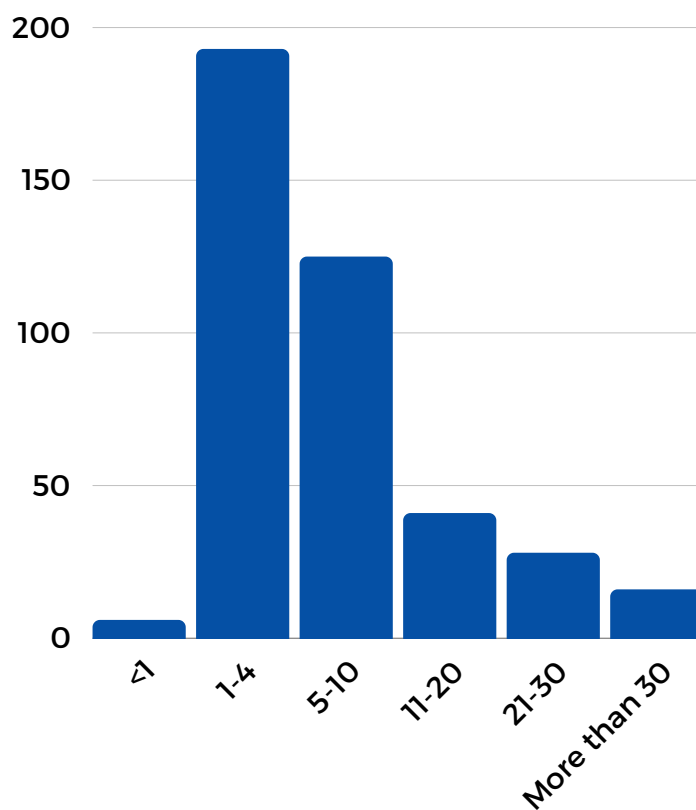


# PROCESSUS DE MIGRATION

Comme indiqué dans la section précédente, près des deux tiers des personnes interrogées sont originaires du Venezuela, de Colombie et d'Argentine, bien que des réponses aient été recueillies dans presque tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Bien que la durée moyenne de leur séjour dans leur pays de résidence actuel soit de 8 ans, près de 80 % des personnes interrogées n'ont pas encore atteint une décennie dans leur pays de résidence actuel ; en fait, la moitié des personnes interrogées n'ont même pas vécu dans leur pays respectif depuis 5 ans. Cependant, cette moyenne est largement due à un petit nombre de migrants qui ont largement dépassé cette durée. Une personne sur dix a plus de 20 ans de résidence, et un petit groupe de 5 personnes (1,2 %) a atteint un demi-siècle de vie dans son pays de résidence actuel.

Si l'on examine ces informations en fonction du pays de résidence, on constate des différences notables. Alors que la grande majorité des répondants résidant en Espagne vivent dans ce pays depuis 6,31 ans en moyenne, ce chiffre augmente dans les autres pays, avec 10,55 ans en Autriche, 12,89 ans en Belgique et un surprenant 21,06 ans en Italie. Ces données peuvent être justifiées par le fait que l'Espagne est le principal pays d'entrée des migrants d'Amérique latine et des Caraïbes, pour des raisons linguistiques et culturelles, et que l'augmentation de leur arrivée ces dernières années est à l'origine de ce "rajeunissement" de la migration latino-américaine en Espagne.



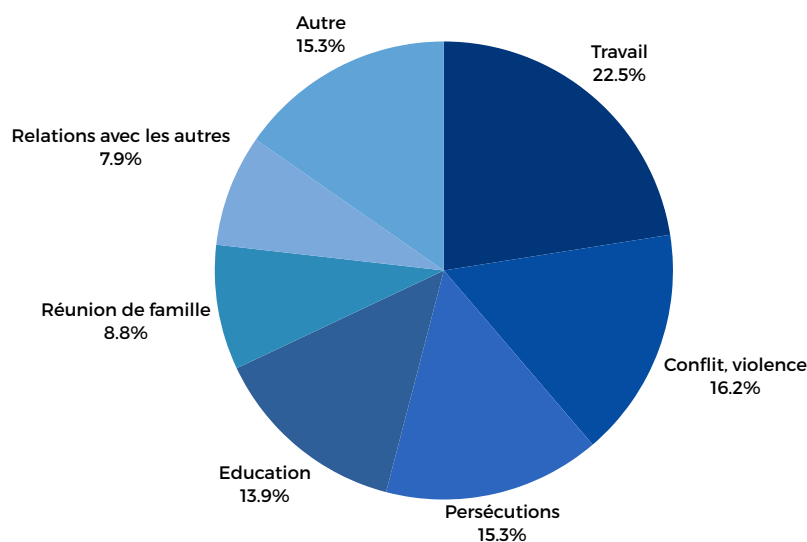
Parfois, le processus de migration peut être très solitaire, comme c'est le cas pour 43 % des personnes interrogées, qui reconnaissent l'avoir fait seules et sans l'aide de personne. Ce n'est toutefois pas le cas de la majorité des personnes interrogées, puisque 46 % d'entre elles déclarent avoir été accompagnées par des membres de leur famille avec lesquels elles vivaient déjà. Ces deux situations constituent la grande majorité des cas reçus ; cependant, 5% affirment avoir eu recours à des membres de leur famille avec lesquels ils ne vivaient pas ensemble, tandis que les autres l'ont fait avec des connaissances (3%) ou d'autres personnes (2%).

Interrogés sur leur statut migratoire actuel, 44 % des réponses proviennent de résidents étrangers, tandis que 25 % ont déjà une nationalité européenne, que ce soit celle de leur pays de résidence actuel ou celle d'un autre pays. L'une des raisons les plus courantes de migrer est l'éducation, ce qui semble être le cas de 6 % des personnes qui ont admis être des étudiants étrangers, tandis que les travailleurs temporaires dépassent à peine les 2 %. Sur plus de 400 réponses à cette question, 16% sont des demandeurs d'asile ; parmi eux, 38% affirment avoir obtenu le statut de réfugié, tandis que le même pourcentage s'applique à ceux qui n'ont pas encore reçu de réponse de la part de l'administration publique. Enfin, 23% des demandeurs d'asile ont vu leur demande rejetée, rejoignant ainsi le petit groupe des migrants irréguliers (2%).





Les raisons pour lesquelles les personnes sont contraintes d'émigrer de leur pays peuvent être très diverses, comme le montrent les réponses données à ce questionnaire, mais la plus fréquente est le manque d'opportunités professionnelles (22,5 %), suivi par les conflits et la violence dans le pays d'origine (16 %) et la persécution pour des raisons politiques (15 %). Les autres raisons les plus fréquentes sont l'éducation (14 %) et la possibilité de retrouver sa famille dans le pays d'accueil (9 %). Bien qu'il ne s'agisse pas d'une des options proposées, il convient de noter qu'un nombre considérable de participants reconnaissent avoir migré en raison des persécutions et de la discrimination subies du fait de leur appartenance au collectif LGTB.



Le processus de régularisation d'un migrant peut être long et fastidieux, même si parfois ils arrivent dans le pays avec les documents en règle ; c'est le cas de 13,4% des répondants qui sont arrivés avec un visa d'étudiant, ou de 5,5% qui sont arrivés avec un visa de travail. Pour ceux qui ont essayé de régulariser leur statut une fois arrivés dans le pays d'accueil, la situation est différente. Trente-trois pour cent affirment avoir réussi en un an, bien que 9 % aient prolongé le processus d'une deuxième année et 10 % d'une troisième année. En outre, 11 % ont eu besoin de plus de trois ans pour régulariser leur situation.

Interrogés sur la difficulté de cette démarche, 45% l'ont trouvée difficile ou très difficile, tandis que seuls 18,8% l'ont jugée facile ou très facile.

Être membre d'un groupe, d'une association ou d'une organisation peut être utile pour s'adapter plus rapidement à un nouveau lieu et ainsi élargir le réseau social de l'émigrant. Cependant, lorsqu'on les interroge à ce sujet, deux répondants sur trois déclarent n'appartenir à aucune organisation. Parmi le tiers restant, et compte tenu du fait que certains d'entre eux appartiennent à plus d'une organisation, 47,8 % font partie d'une association de loisirs, telle qu'une association sportive, musicale ou culturelle. Parmi le tiers restant, 33 % sont membres de syndicats, de groupes de migrants ou de groupes de femmes, tandis que 24,2 % sont membres d'associations religieuses. Enfin, seuls 8,8 % sont membres d'un parti ou d'un groupe politique. Parmi toutes les associations explicitement mentionnées, la Croix-Rouge ressort comme la principale association à laquelle appartiennent les personnes interrogées.

Le réseau de contacts qui peut être développé à l'arrivée dans un autre pays peut varier ; dans certains cas, les personnes cherchent à maintenir le contact avec les ressortissants nationaux avec lesquels ils partagent des traditions et une culture et restent ainsi liés à leur pays d'origine, tandis que d'autres cherchent à améliorer leur adaptation au pays d'accueil en établissant davantage de relations avec la population locale. Interrogés à ce sujet, 57,9 % ont déclaré avoir des contacts réguliers avec les deux groupes de population, mais il semble que la tendance à interagir principalement avec la population locale (13,7 %) soit plus forte qu'avec les ressortissants du pays d'origine (7,9 %). Il y a aussi ceux qui interagissent avec un groupe de personnes plus international et cosmopolite, avec 15,5% des réponses indiquant qu'ils interagissent principalement avec des personnes originaires de pays tiers. Enfin, il convient de noter les 5 % de migrants qui déclarent n'entretenir de relations sociales avec personne, un facteur qui peut avoir une incidence négative sur leur santé mentale et leurs possibilités d'emploi.



# QUESTIONS RELATIVES AU MARCHÉ DU TRAVAIL

L'inclusion des immigrés dans le marché du travail fait référence au processus consistant à faciliter et à encourager la participation active des immigrés dans le marché du travail de la société d'accueil, en leur offrant des opportunités justes et équitables d'accéder à des emplois et de développer leurs compétences et leurs talents. Dans cette section, nous verrons les résultats obtenus par rapport à cette question, qui est à son tour l'objectif principal du projet.

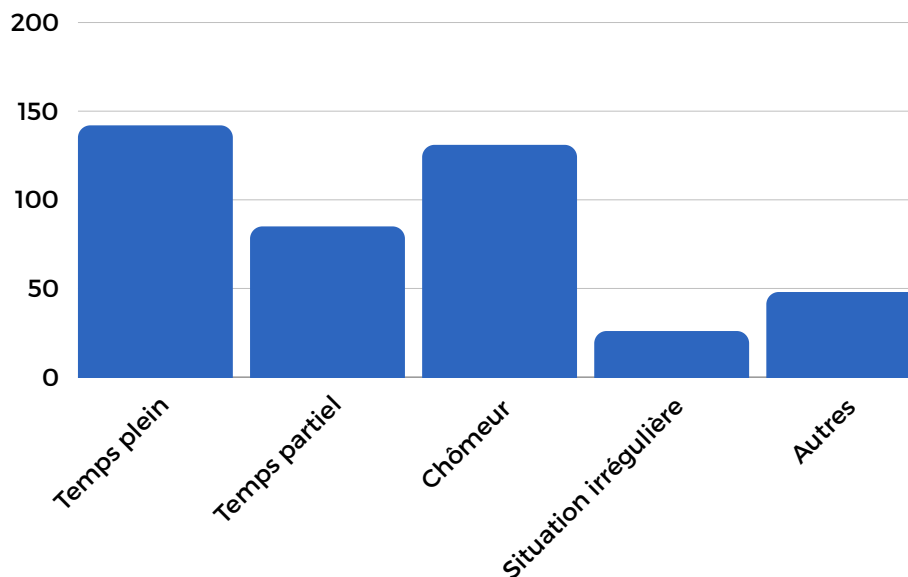
32,9 % des participants à l'étude déclarent travailler actuellement en tant que salariés, tandis que 19,7 % le font à temps partiel, ce qui signifie qu'un peu plus de la moitié des personnes interrogées travaillent, au moins de manière régulière, avec un contrat de travail, tandis que 6 % admettent le faire de manière irrégulière.

La population qui se déclare au chômage dépasse les 30 %, auxquels il faut ajouter ceux qui ont déjà atteint l'âge de la retraite (2,8 %), ceux qui travaillent sans rémunération (1,6 %) et ceux qui n'ont pas d'emploi rémunéré et n'en recherchent pas (1,4 %). Les 5 % restants sont principalement des travailleurs indépendants ou des étudiants, bien qu'il y ait également des cas de congés de maladie.

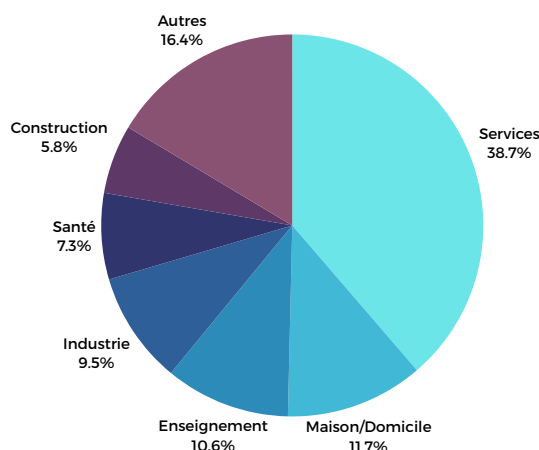
Si l'on se concentre un peu plus sur le type de contrat détenu par ceux qui travaillent, près de 70% des réponses proviennent de travailleurs salariés avec un contrat, tandis que 4,2% sont sans contrat. Il y a aussi les indépendants, soit en tant que freelance (14%), soit en tant qu'entrepreneurs (3,5%), et ceux qui travaillent de manière sporadique (7%) ou simplement comme soutien à l'entreprise familiale, sans contrat ni rémunération (1,5%).

En ce qui concerne le nombre d'heures travaillées par semaine, 52% déclarent travailler entre 20 et 40 heures, tandis que 25,3% dépassent ce nombre. En revanche, 7 % travaillent moins de 10 heures par semaine, tandis que 15,6 % ne parviennent pas à travailler plus de 20 heures.





Indépendamment des qualifications et de l'expérience du travailleur, la difficulté d'accès au marché du travail tend à contraindre le migrant à occuper des emplois peu qualifiés. Cela correspond aux résultats de l'étude, puisque 48,7 % des personnes interrogées déclarent que leur emploi actuel n'a absolument rien à voir avec leur formation et leurs études antérieures, tandis que 25,5 % et 24 % déclarent qu'il y a un lien partiel ou total, respectivement.



En termes de secteurs, 38,7 % des travailleurs déclarent travailler dans le secteur des services, suivi du travail domestique (11,7 %) et de l'enseignement (10,6 %). Malgré la crise qu'a connue le secteur de la construction ces dernières années, près de 6 % des personnes interrogées y travaillent, un pourcentage similaire à celui du secteur de la santé, mais inférieur à celui du secteur industriel (9,5 %).

Le processus de recherche d'un emploi peut être compliqué, et le soutien ou l'aide que l'on peut obtenir pour trouver un emploi rémunéré est très important. Cependant, 39,6 % des personnes interrogées ont déclaré avoir trouvé un emploi par leurs propres moyens, tandis que 22,2 % ont trouvé un emploi par l'intermédiaire de plateformes en ligne, suivies par celles qui ont bénéficié du soutien de leur famille et de leurs amis (18,1 %) ou d'une organisation (6,8 %). D'autre part, il y a ceux qui n'ont pas eu besoin de chercher un emploi à leur arrivée, parce qu'ils sont arrivés soit avec un contrat signé (3 %), soit avec une offre d'emploi (3,8 %).

Le temps nécessaire pour trouver un emploi peut varier considérablement en fonction d'une multitude de variables possibles, telles que les contacts, les qualifications ou la situation de l'emploi dans le pays d'accueil. Interrogés sur ce point, 31,4 % des personnes interrogées ont eu besoin de plus d'un an pour commencer à travailler, tandis que 22,9 % ont eu besoin de moins d'un mois. Cependant, la période la plus fréquente est celle comprise entre un et six mois, qui atteint 35,1 %, tandis que celle comprise entre six et douze mois correspond à 20 %.

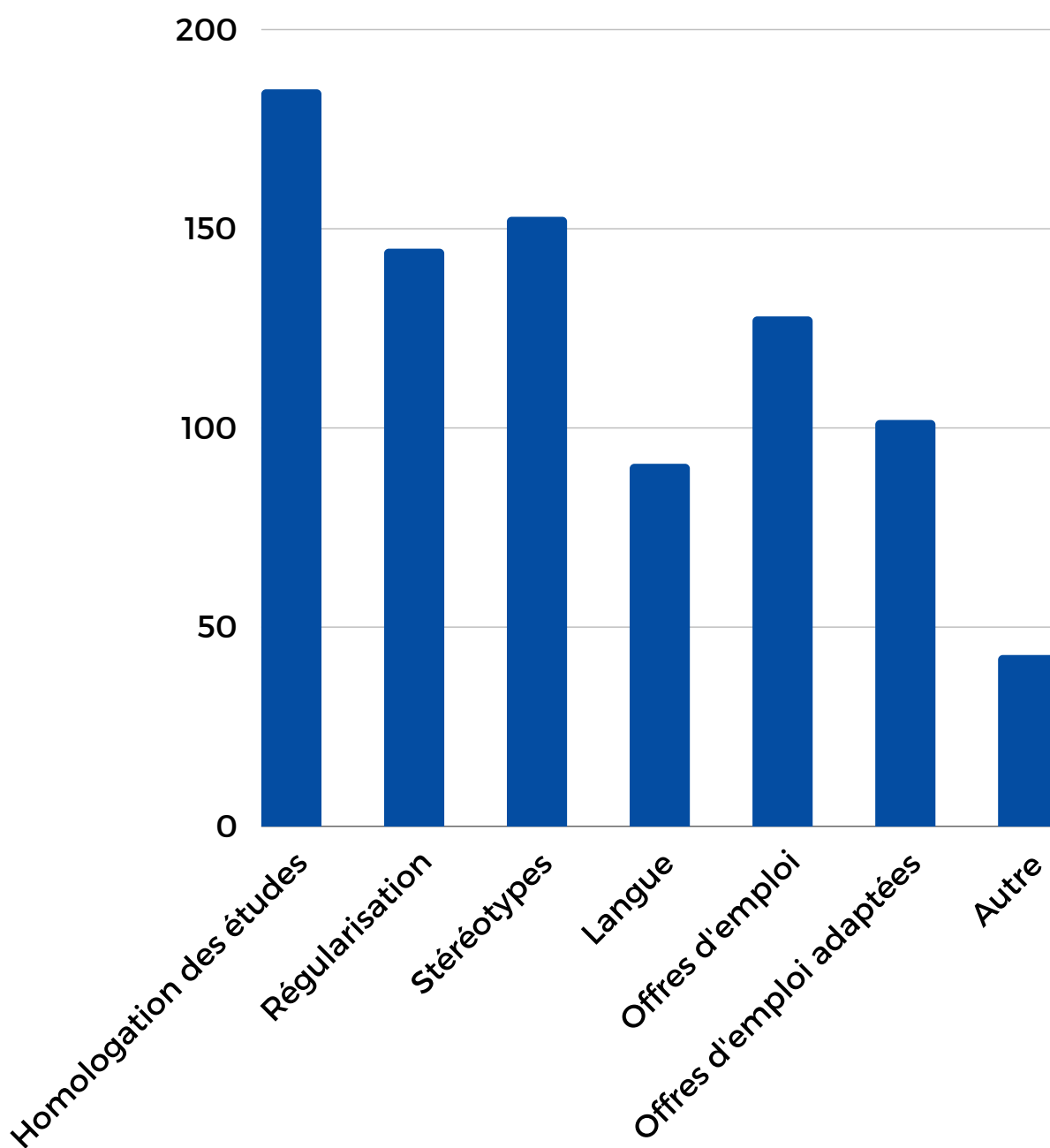
## **PROCESSUS D'INCLUSION SOCIALE ET D'EMPLOI**

Le processus d'adaptation et d'inclusion dans une nouvelle société peut être compliqué, et les migrants sont parfois victimes de harcèlement ou de discrimination en raison de leur origine ou de leur culture. Bien que 36,6 % des personnes interrogées aient déclaré n'avoir jamais souffert d'aucune forme de discrimination, ce chiffre indique qu'un pourcentage élevé d'entre elles a été victime d'une forme ou d'une autre de marginalisation. Le groupe le plus important est constitué par ceux qui se sont sentis discriminés "parfois" dans le processus d'accès à l'emploi, avec 38,9%, suivi par ceux qui ont souffert de discrimination à de rares occasions (16,6%). Enfin, 7,8 % des participants à l'enquête ont déclaré s'être "toujours" sentis discriminés au cours du processus de placement.

Parfois, l'un des principaux obstacles pour un immigrant est d'ordre linguistique ; dans le cas des immigrants latino-américains et caribéens en Espagne, cela ne devrait pas être le cas, comme l'indique le fait que 93,7 % des résidents du pays hispanique parlent "bien" ou "très bien" la langue locale ; en fait, plus de 90 % d'entre eux la parlaient déjà lorsqu'ils sont arrivés dans le pays. Le pourcentage de migrants parlant la langue du pays d'accueil chute à 72,6 % dans le reste des pays du consortium (Italie, Belgique et Autriche), et à peine 20 % la parlaient déjà à leur arrivée.



Le pourcentage de répondants monolingues et bilingues est pratiquement le même (35,4% contre 35,2%), mais un groupe considérable parle au moins trois langues (29,4%), ce qui indique la volonté de ce groupe de s'adapter à de nouveaux lieux et d'acquérir des connaissances lorsque cela est nécessaire, de sorte que la barrière linguistique ne devrait pas être considérée comme telle.



# SOUTIEN À L'INTÉGRATION DANS LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Diverses institutions offrent leur aide aux personnes en recherche d'emploi, avec plus ou moins de succès, mais 29,3 % des réponses proviennent de personnes qui déclarent n'avoir reçu aucune aide de qui que ce soit. En revanche, une personne sur trois qui a reçu une aide quelconque l'a obtenue de sa famille et de ses amis, tandis que les services publics de l'emploi ont également été très actifs à cet égard (30,4 % des réponses).

Les services publics de l'emploi ont également été très actifs à cet égard (30,4 % des réponses). Nous avons également constaté que les nombreuses ONG existantes ont été utiles pour trouver du travail, puisqu'elles ont aidé 15,4 % des personnes interrogées. Enfin, les services sociaux et les organisations religieuses sont les moins utiles dans la recherche d'un emploi, avec respectivement 9,5% et 6,2%, peut-être parce qu'ils couvrent principalement d'autres types d'assistance tels que l'alimentation, le logement ou l'éducation.

Le type d'aide qu'ils ont reçu est principalement constitué de conseils (33%) et de formations (25,4%), bien que le soutien social et émotionnel offert par la famille et les amis soit également pertinent (20%). En revanche, la médiation avec les entreprises et le soutien économique sont les services les moins proposés par les différentes institutions, avec respectivement 12,4 % et 7,8 %. Lors de l'évaluation de ces institutions, les participants ont été invités à leur attribuer une note de 1 à 5, cette dernière étant la note la plus élevée. En utilisant cette méthode, nous pouvons constater que ceux qui ont offert le meilleur soutien sont la famille et les amis, avec une note moyenne de 3,9 sur 5, loin devant les services publics de l'emploi (2,9), les ONG (2,7) et les services sociaux (2,6). Les organisations religieuses arrivent en dernière position, avec une note de 2,2. Interrogés directement sur les services publics de l'emploi, plus des trois quarts ont déclaré qu'ils les avaient aidés dans leur recherche d'emploi.

En ce qui concerne les lacunes qu'ils ont constatées dans le soutien et l'aide reçus pour trouver un emploi, la recherche d'emploi ressort notamment (26%) comme le principal aspect à améliorer. Les autres options, telles que la formation, les procédures de permis de travail et la régularisation de leur situation dans le pays, se situent à des niveaux assez similaires, autour de 20 % chacune. Enfin, le soutien au moment de l'arrivée dans le pays d'accueil semble être l'aspect qui a le moins besoin d'être amélioré, puisque seuls 9 % des personnes interrogées considèrent qu'elles ont manqué de soutien dans ce domaine.

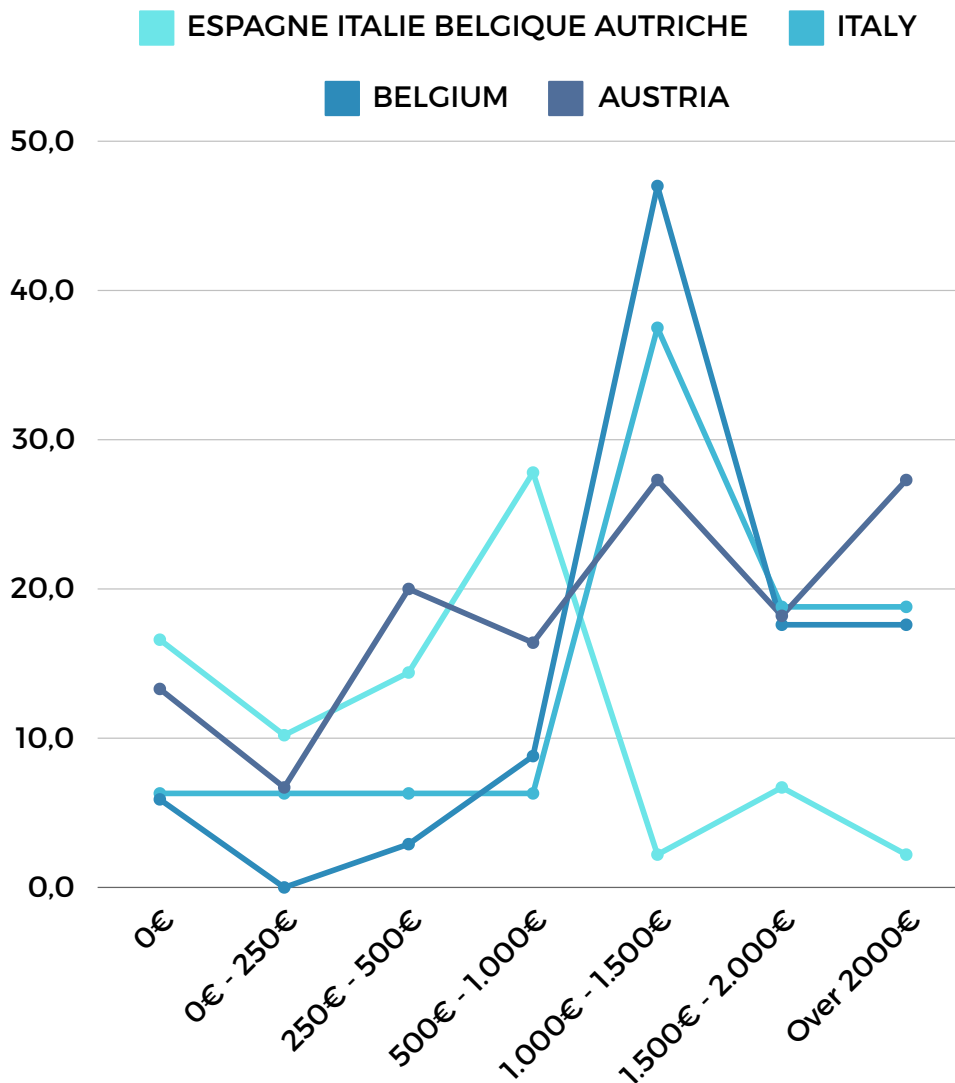


Malgré les différents types de soutien offerts par les institutions publiques dans les différents pays où le projet et donc l'enquête sont menés, plus de 50% des participants déclarent n'avoir jamais reçu aucun type de soutien de la part de l'administration publique. D'autre part, les allocations de chômage tendent à être le type d'aide le plus courant, avec 22,8% des répondants qui en ont bénéficié, devant les subventions alimentaires (14%) et le logement (6,5%).

Lors de l'évaluation des salaires, il est clair qu'un facteur important est l'économie du pays d'accueil, c'est pourquoi il est très utile de voir les résultats obtenus dans chacun d'entre eux. Dans le cas de la Belgique, par exemple, la fourchette comprise entre 1 000 et 1 499 euros ressort clairement, avec 47 % des personnes interrogées dans ce pays ; bien qu'il s'agisse également de la fourchette la plus répétée en Italie (37,5 %) et en Autriche (27,3 %), ces pays n'atteignent pas un pourcentage aussi élevé. Si l'on considère un revenu supérieur à 1 500 euros, on constate que près de la moitié (45,5%) des migrants vivant en Autriche l'atteignent, suivis par ceux vivant en Belgique (37,6%) et en Italie (35,2%) ; en Espagne, ce chiffre est un rêve qui n'est à la portée que de 8,9% des personnes interrogées. En fait, l'échelle la plus répétée en Espagne se situe entre 500 et 999 euros, avec 27,8 % des réponses, suivie par ceux qui déclarent n'avoir aucun revenu (16,6 %). Cela marque une nette différence entre le pays ibérique et le reste du consortium.







Dans la plupart des cas, la source principale de ces revenus provient du salaire des personnes interrogées (60 %), suivi par l'aide familiale (12,4 %), qu'elle provienne du pays d'origine ou du pays d'accueil, et par les prestations sociales qu'elles perçoivent (11,5 %).

Interrogés sur leurs intentions futures en matière de résidence, 85,5 % des personnes interrogées déclarent vouloir rester dans leur pays d'accueil actuel, contre 10,5 % qui souhaitent émigrer dans un autre pays ; seuls 4 % des participants à l'enquête déclarent vouloir retourner dans leur pays d'origine. Malgré les ressources offertes pour aider cette population, les réponses fournies concernant le besoin de matériel éducatif pour promouvoir l'inclusion dans le marché du travail montrent un certain nombre de thèmes et de préoccupations récurrents de la part des immigrants :



- **Homologation** : De nombreux immigrants mentionnent la nécessité d'homologuer ou de valider leurs diplômes pour qu'ils soient reconnus dans le pays d'accueil.
- **Apprentissage des langues** : L'apprentissage des langues, en particulier des langues locales, comme le catalan ou l'allemand, est essentiel pour l'intégration sur le marché du travail.
- **Formation spécifique** : Les immigrants recherchent souvent une formation spécifique dans des domaines liés à leurs études ou à leurs centres d'intérêt. Il s'agit notamment de cours de remise à niveau, de certificats de professionnalisme et de formations pratiques en entreprise.
- **L'accès aux opportunités d'emploi** : Les migrants veulent avoir accès à des opportunités d'emploi et à des stages qui leur permettent d'acquérir une expérience professionnelle.
- **Un soutien financier** : L'aide financière pour couvrir les frais de formation et de subsistance pendant les études est un thème récurrent. Certains mentionnent également la nécessité d'un emploi rémunéré pendant la formation.
- **Des conseils en matière d'emploi et d'orientation** : Les migrants recherchent un soutien pour la recherche d'emploi, la création de CV, la préparation aux entretiens et la compréhension du marché du travail local.
- **La reconnaissance de l'expérience professionnelle** : De nombreux migrants ont une expérience professionnelle dans leur pays d'origine et souhaitent que cette expérience soit valorisée et reconnue dans le pays d'accueil.
- **L'intégration culturelle** : Les formations liées à l'intégration culturelle et à la compréhension des coutumes et de la société du pays d'accueil sont également mentionnées comme importantes pour l'insertion sur le marché du travail.
- **Flexibilité des cours** : Les migrants demandent souvent des cours en ligne, des horaires flexibles et des cours adaptés à leurs besoins personnels et à leur situation.
- **Le soutien du gouvernement et des politiques** : Beaucoup mentionnent la nécessité de politiques gouvernementales plus inclusives, d'un soutien aux migrants et d'une plus grande visibilité sur le marché du travail.



# ENQUÊTE SUR L'EMPLOI

La signification du travail pour les immigrants latino-américains en Europe est profondément diverse et multiforme, reflétant un amalgame de motivations personnelles, de besoins économiques et d'expériences professionnelles. Leurs réponses font apparaître un éventail de perspectives sur le travail, qui vont de la vision d'un simple échange commercial de services contre de l'argent à celle d'une opportunité d'épanouissement personnel et de contribution sociale.

Pour beaucoup, le travail est un moyen essentiel de maintenir une vie digne, de satisfaire les besoins fondamentaux et d'assurer la stabilité économique pour eux-mêmes et leur famille. En outre, l'importance de la spécialisation professionnelle et de l'épanouissement personnel est soulignée, le travail étant considéré comme une occasion de développer des aptitudes, de démontrer des compétences et d'atteindre des objectifs personnels et professionnels. Cependant, toutes les perspectives ne sont pas positives, car certains expriment également leur frustration face au manque de reconnaissance et à l'exploitation au travail.

Le travail est également perçu comme une contribution à la société et à l'économie, où les connaissances et les services sont échangés contre une récompense financière. Certains mentionnent la nécessité d'équilibrer le travail et la vie personnelle et de trouver de la satisfaction dans l'accomplissement de tâches utiles. En outre, des défis tels que la difficulté de trouver un emploi convenable et un emploi correspondant à la vocation et aux compétences sont explorés.

Dans l'ensemble, ces réponses soulignent que le travail n'est pas seulement une source de revenus, mais aussi un moyen d'épanouissement personnel, de développement professionnel et de contribution à la société. Le travail occupe une place centrale dans la vie des immigrants latino-américains en Europe, et leur perception de celui-ci reflète à la fois les complexités du marché du travail et les aspirations individuelles à la recherche d'une vie digne et pleine de sens dans leur nouvelle patrie.

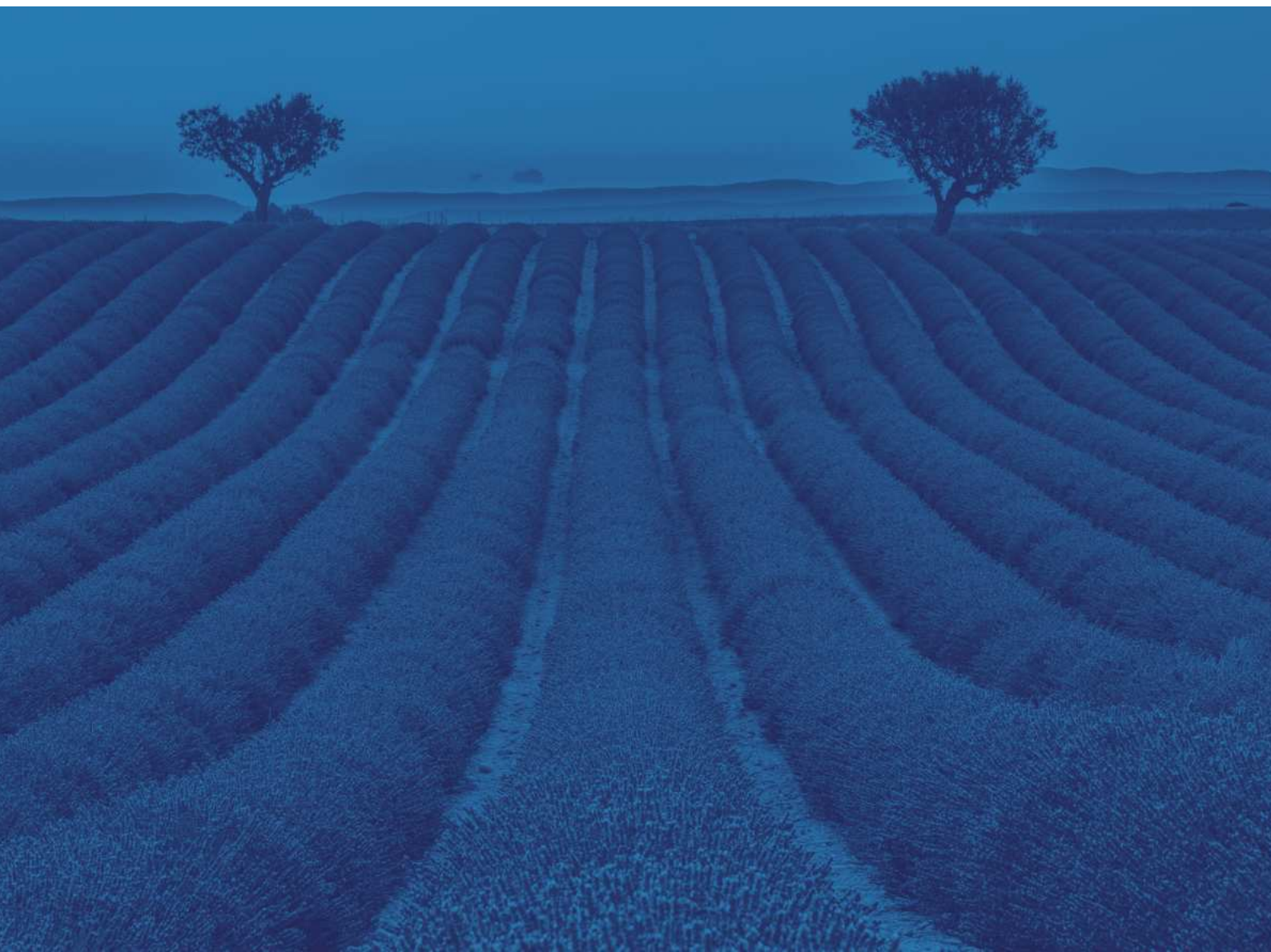
Lorsqu'on les interroge spécifiquement sur le travail décent, les personnes interrogées le définissent de diverses manières, mais il existe un fil conducteur : il implique le respect des droits de l'homme et des droits du travail, ainsi qu'une rémunération équitable pour les services rendus. L'équité et l'égalité de traitement sont des valeurs fondamentales dans la définition du travail décent, et les employeurs sont censés respecter la diversité et ne pas faire de discrimination sur la base de facteurs tels que le sexe, la religion ou la nationalité.

Une rémunération adéquate et respectueuse est une composante essentielle du travail décent. Les personnes interrogées soulignent qu'un salaire équitable, conforme au droit du travail et reflétant la valeur des tâches accomplies, est un élément essentiel pour garantir la dignité des travailleurs. En outre, la stabilité de l'emploi et la reconnaissance des droits du travail, tels que les jours personnels et les vacances, sont considérées comme essentielles pour un travail digne.

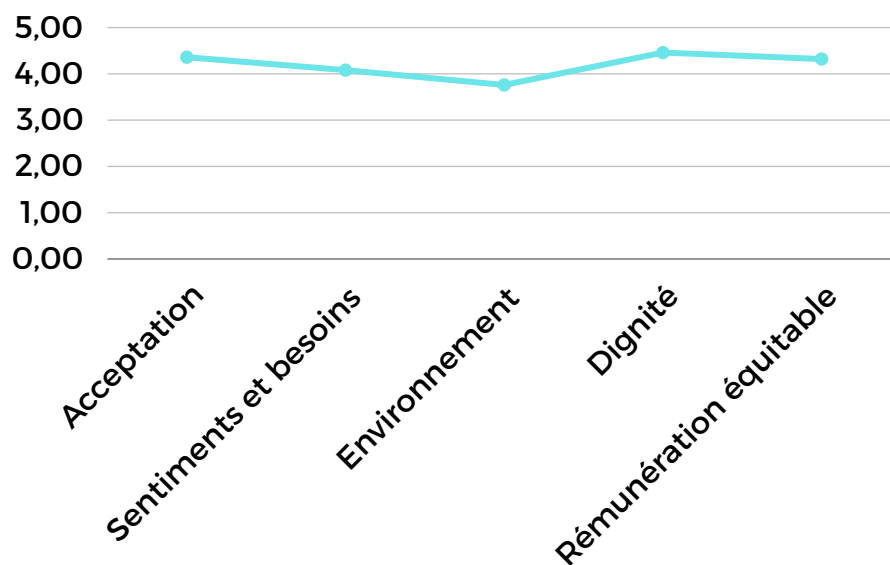
L'environnement de travail est également une préoccupation importante. Les personnes interrogées mentionnent l'importance d'un environnement sain, tant sur le plan physique que psychologique. Cela inclut des conditions sûres et saines sur le lieu de travail, ainsi que le respect et l'appréciation des capacités et des contributions individuelles. Certaines personnes interrogées soulignent également l'importance de la formation et des outils nécessaires à l'exécution efficace des tâches.

L'équilibre entre vie professionnelle et vie privée est un autre aspect fondamental du travail décent. Les personnes interrogées recherchent un équilibre adéquat entre le travail et la vie de famille, ainsi que suffisamment de temps libre et de pauses pour préserver la santé mentale et physique.

En résumé, les réponses reflètent que pour les immigrants latino-américains en Europe, un emploi décent est un emploi qui offre une rémunération équitable, un traitement respectueux, le respect des droits du travail, un environnement sûr et sain, et la possibilité de concilier travail et vie personnelle. Cette définition souligne l'importance de garantir des conditions de travail qui valorisent la dignité et les droits fondamentaux des travailleurs.



L'enquête comprend une série d'affirmations sur certains aspects importants de l'emploi, évaluant dans quelle mesure le travailleur doit accepter certains aspects pour avoir l'emploi, et montrant son accord (1 pour pas du tout d'accord ; 5 pour tout à fait d'accord). En résumé, ce que les travailleurs ne sont pas prêts à abandonner dans un emploi, c'est la dignité (4,46), le fait de ne pas être discriminé en raison de ce qu'ils sont (4,36) et un salaire équitable (4,32). Le droit de s'exprimer librement est également bien noté (4,19), plus que le respect des sentiments et des besoins des salariés (4,08). Enfin, le point le moins prioritaire pour les répondants est que les produits créés et proposés par l'entreprise soient respectueux de l'environnement, avec un score de seulement 3,76 sur l'échelle.



# CONCLUSIONS

L'enquête en ligne menée dans le cadre du projet a fourni des informations précieuses sur les défis, les opportunités et les obstacles rencontrés par ces groupes, ainsi que sur leurs besoins et leurs idées.

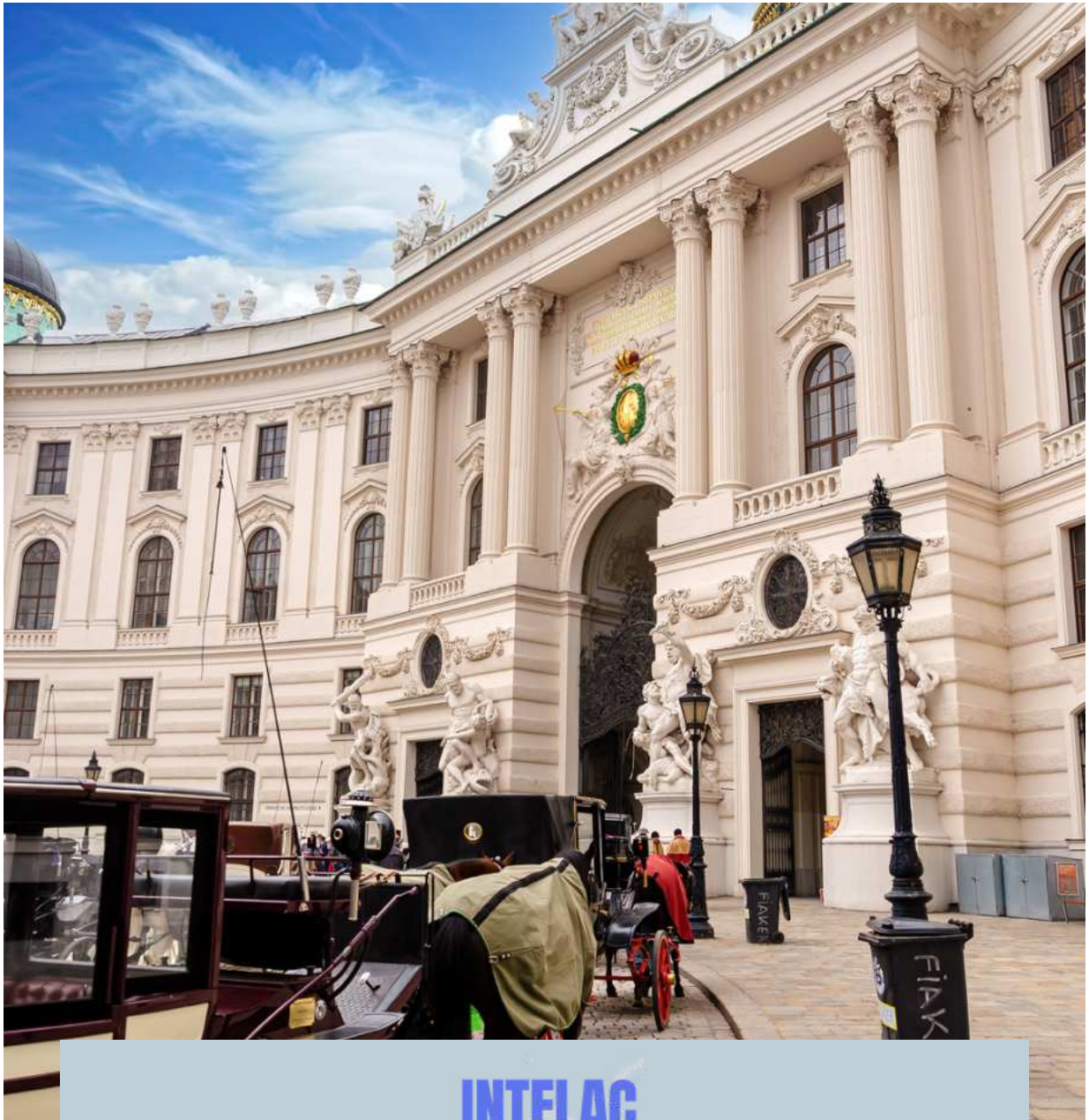
Le profil moyen du répondant est une femme résidant en Espagne, âgée de 25 à 54 ans, ayant fait des études supérieures dans son pays d'origine et ayant l'intention de rester dans son pays d'accueil.

Parmi les résultats les plus marquants de l'enquête, on constate qu'un peu plus de la moitié des personnes interrogées travaillent régulièrement, principalement dans le secteur des services, tandis qu'un autre pourcentage important travaille de manière irrégulière. Cependant, au-delà de ces chiffres, il est important de souligner que la valeur que les personnes interrogées attachent à leur travail va au-delà de la simple occupation ; elles soulignent l'importance de la dignité au travail, de la non-discrimination fondée sur leur origine et de la perception d'un salaire équitable en tant qu'aspects essentiels de leur expérience professionnelle.

Enfin, ces immigrants sont confrontés à une grande variété de problèmes et de situations pour entrer sur le marché du travail. D'après les résultats, ils sont particulièrement préoccupés par la difficulté d'accréditer les études réalisées dans leur pays d'origine et demandent un accès plus large et plus souple aux différents cours de formation qui leur permettent d'améliorer leurs compétences, tant techniques que théoriques.

En conclusion, cette étude souligne l'importance cruciale de l'inclusion des migrants dans le marché du travail, non seulement comme moyen d'intégration efficace dans la société d'accueil, mais aussi comme pilier fondamental de la croissance économique et de la prospérité des États membres. L'enquête en ligne réalisée dans le cadre de ce projet a fourni des informations précieuses sur les défis, les opportunités et les obstacles rencontrés par ces groupes, ainsi que sur leurs besoins et leurs aspirations.





R3 : Recherche par sondage en ligne

# RAPPORT FINAL